

Comment le discours réac a pris le pouvoir

La razzia du FN aux élections régionales françaises illustre la banalisation de la droite radicale dans toute l'Europe. La Belgique n'est pas épargnée par cette vague sécuritaire, nationaliste et tentée par le rejet de l'autre. Qui trouve sa source dans l'air du temps, mais aussi dans l'inaction et le mimétisme des partis traditionnels.

Par **Olivier Mouton**

C

'est une lame de fond. La droite radicale – extrémiste, nationaliste, sécuritaire, islamophobe... – progresse partout en Europe et s'empare progressivement des rênes du pouvoir. La victoire éclatante du FN (*lire aussi p. 54*) au premier tour des élections régionales en France, dimanche 6 décembre, a eu l'effet d'un séisme caractérisé par le score de Marine Le Pen dans le Nord - Pas-de-Calais - Picardie (40,64 %) et de sa nièce, Marion Maréchal-Le Pen, en Provence-Alpes - Côte d'Azur (40,55 %). Le parti d'extrême droite est arrivé en tête dans six régions sur treize, sur fond de forte abstention, et seul un sursaut démocratique pourrait l'empêcher de décrocher l'une ou l'autre région. « C'est l'horreur, aux portes de chez nous », résume Denis Ducarme, chef de groupe MR à la Chambre. « Une dangereuse accélération de l'histoire », déplore Georges Dallemagne, député CDH. « Un désastre intellectuel et moral », assène Olivier Maingain, président de DÉFI, le nouveau nom du FDF.

La France, heurtée de plein fouet par le terrorisme islamiste trois semaines avant le scrutin, n'est pas le seul pays européen à basculer de la sorte. Ces derniers mois, le FPÖ a obtenu 32 % lors des élections locales à Vienne en Autriche, l'UDC a été conforté comme premier parti de Suisse avec 30 % tandis que le Parti populaire danois a obtenu une nouvelle victoire d'envergure lors du référendum rejetant une participation accrue de l'Union européenne dans les politiques

de justice et de police. Aux Pays-Bas, le PVV de Geert Wilders est donné largement gagnant par les sondages pour les prochaines législatives. La Belgique elle-même n'est pas à l'abri de cette montée d'un discours réactionnaire, qui n'est pas l'apanage de la seule extrême droite. « Ces dernières semaines, Bart De Wever, président de la N-VA, a été plus loin que Marine Le Pen, notamment en réclamant la révision de la Convention de Genève », souligne Pascal Delwit, politologue à l'ULB. « Son discours s'est droitisé jusqu'à flirter à la lisière de l'extrême droite », acquiesce Dave Sinardet, son collègue de la VUB.

« Des flux d'images négatives »

Si ces discours musclés occupent le devant de la scène, c'est la conséquence d'un air du temps pour le moins insécurisant. On évoque ouvertement la crainte d'une « guerre

●●● mondiale » d'un genre nouveau contre le terrorisme, cet ennemi imprévisible. « L'agenda de ces derniers mois, que ce soit la crise des migrants ou les attentats à Paris, a été très favorable aux formations d'extrême droite, souligne Pascal Delwit. Elles jouent sur leur terrain. » « Pour celui qui regarde la télévision, les flux d'images concernant l'immigration ou l'islam ont été essentiellement négatifs ces dernières années, complète Jérôme Jamin, politologue à l'université de Liège. C'est un peu comme si la répétition servait de démonstration,

« Pour le moment, nous avons une sécurité sociale ouverte et des frontières ouvertes, cela ne peut pas continuer comme ça. Ce dont les gens se rendent compte aujourd'hui, c'est que leur frontière n'est plus la frontière belge, mais la frontière grecque. »

Bart De Wever, le 11 octobre 2015, sur VTM.

comme s'il était difficile de nier l'évidence. Or, l'islam dont on parle se limite à l'Etat islamique, à l'Arabie saoudite, aux quartiers difficiles, au voile et aux menaces sur la laïcité... »

« Cela renforce des sentiments d'angoisse et de mécontentement au sujet de l'immigration, qui existent déjà depuis vingt ou trente ans, prolonge Dave Sinar-det. Pour une part, les partis politiques reflètent ces sentiments ; pour une autre part, ils les renforcent par un discours très sécuritaire. Après les attaques de Paris, des mesures ont été prises en France et en Belgique qui auraient été inimaginables auparavant. Certains utilisent les événements pour pousser leur agenda. »

Considéré comme inacceptable tant il tranchait avec le politiquement correct, le discours réactionnaire s'est banalisé. La honte de voter pour un parti comme le FN s'est évanouie. « L'agenda de l'extrême droite est en quelque sorte devenu acceptable, acquiesce Steven Van Houwaert, chercheur à l'Institut de sciences politiques de l'UCL et spécialiste de ce courant. C'est notamment dû au fait que de nombreux partis traditionnels ont repris leur discours en matière de sécurité ou d'immigration. Le premier à l'avoir fait, il y a trente ans, c'est l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair. Aujourd'hui, les enquêtes montrent que ces thématiques inquiètent bien plus les gens que les problèmes socio-économiques. » Au début de cette année, chez nous, la Ligue des droits de l'homme démontre, étude à l'appui, qu'une grande partie du programme pour l'immigration en septante points du Vlaams Blok, rédigé en 1992, considéré alors comme « raciste » et qui lui avait valu son interdiction, a en réalité été concrétisée en vingt ans par les partis démocratiques.

« De grandes attentes déçues »

« Il y a trente ans, les progressistes avaient peur de parler de l'immigration parce que l'on craignait de faire le jeu de l'extrême droite, souligne Jérôme Jamin. Ceux qui ne voulaient pas en parler ont laissé la place à ceux qui en parlaient mal. Par la suite, ceux qui ont décidé d'en parler n'ont fait que crédibiliser l'extrême droite qui aurait eu raison avant tout le monde... » La quadrature du cercle.

Paradoxalement, à l'heure où les problèmes sont complexes et mériteraient des réponses multiples et nuancées, ce sont toujours les réactions simplistes de rejet de l'autre qui ont le vent en poupe. Le discours de Marine Le Pen est une « négociation brutale de l'esprit critique », estime ainsi Cécile Alduy, professeure de littérature à l'université

« La lecture du Coran est une chose dégoûtante. Dès que l'islam naît, il se signale par sa volonté de soumettre le monde. Sa nature, c'est de soumettre. C'est une religion belliqueuse, intolérante, qui rend les gens malheureux. »

Michel Houellebecq, le 30 décembre 2014, dans *Le Figaro*.

de Stanford, qui a consacré une étude à la rhétorique du nouveau FN de Marine Le Pen. Cette caricature de politique est pourtant plébiscitée sur fond de désillusion et d'exaspération généralisées. Car les formations traditionnelles, sous la pression d'un populisme rampant et de la crise économique, ont échoué à concrétiser des promesses souvent irréalisables.

« Nicolas Sarkozy avait promis, en 2007, de "nettoyer" la France, puis François Hollande, cinq ans plus tard, d'apporter des réponses sociales aux classes populaires, souligne Pascal Delwit. Il y a eu des grandes attentes, tant à droite

qu'à gauche, toutes déçues, faute d'améliorations notables ou de réponses emblématiques. En France, l'électorat a réagi en choisissant l'abstention ou la colère. La propension à voter pour un parti d'extrême droite est d'autant plus forte que le niveau d'inquiétude est fort. Le "déclinisme" actuel, ce discours sur le déclin inévitable de l'Europe, renforce ce sentiment. Le rapport au futur est important. Tous les psychologues vous le diront : nous n'avons pas le même comportement si on a foi en l'avenir ou si on en a peur. »

Selon Pascal Delwit, la vague de fond est plus fondamentale. Si la comparaison est délicate, le politologue l'esquisse malgré tout : « Cela fait songer à ce qui s'est passé dans les années 1930, après le krach boursier de 1929. La crise financière de 2008 a donné lieu à des répliques économiques et sociales deux ans plus tard. Six ans après, nous sommes dans les convulsions politiques. » Les leçons du passé dramatique des années précédant la Seconde Guerre mondiale nous apprennent que de tels raidissements politiques peuvent mener à des dérives liberticides, à des agressions contre des boucs émissaires, voire à des confrontations armées : tout ce que cherchent à créer les terroristes.

« L'échec du projet européen »

Avec ces progressions qui se généralisent, c'est le projet européen lui-même qui est remis en cause. « L'Union européenne est en danger, met en garde le socialiste Martin Schultz, président du Parlement européen. Des forces sont à l'œuvre qui cherchent à nous éloigner les uns des autres. Nous devons l'éviter car les conséquences seraient dramatiques, une Europe du nationalisme, une Europe des frontières et des murs qui a conduit le continent à la catastrophe dans le passé. » Il suffit de songer aux barrières qui s'élèvent déjà contre les migrants dans la foulée de celles érigées par le Premier ministre hongrois Viktor Orban. Un réactionnaire qui a nourri sa conquête du pouvoir sur la grandeur passée de son pays, comme une illusion face aux défis de notre temps.

Jusqu'ici, la Belgique francophone a été relativement épargnée par une telle explosion extrémiste, même si, dans les années 1990, le FN a atteint des scores de 12 % à Liège, 13 % à Charleroi ou 15 % à La Louvière avant d'éclater, miné par les dissensions internes. Une résistance ●●●

●●● relativement inédite en Europe – seule l'Irlande n'a pas de parti d'extrême droite – qui s'explique en partie par l'absence de sentiment nationaliste fort en Wallonie, la mainmise clientéliste du PS ou le cordon sanitaire qui coupe l'accès de ces formations aux médias.

Pour entendre une voix politique belge se réjouissant de la victoire de Marine Le Pen en France, il faut aujourd'hui se tourner vers le Parti Populaire, fort de 5 % de l'électorat wallon. L'analyse de son président, pleine d'empathie pour sa voisine, est édifiante. « Il s'agit d'une lame de fond souverainiste, clame Mischaël Modrikamen. Les gens veulent reprendre leur destin en main et ne croient plus au projet européen. L'Union ne marche pas, elle est incapable d'apporter des réponses à des problèmes graves, à commencer par l'immigration. Frontex est incapable de contrôler nos frontières. Certains rêvent encore à une intégration politique plus forte, mais plus personne n'y croit : le projet européen est mort. »

Son rapport au FN ? « Je partage beaucoup des propos exprimés par Marine Le Pen, mais je ne porte certainement pas le boulet de son histoire. Il faut toutefois arrêter ce procès selon lequel le FN serait antidémocratique. La preuve est faite : la France a voté, très largement, avec des scores jamais vus dans un tel système majoritaire à deux tours. Chacun des partis participant à cette vague a son ADN propre en raison de son histoire : l'Ukip anglais défend son insularité, l'UDC s'inscrit dans la tradition de la démocratie directe suisse et de sa farouche indépendance, la N-VA s'est enracinée dans le terreau du nationalisme flamand... Le fil rouge, c'est le rejet de l'immigration de masse, le retour à une identité forte et la volonté de retrouver davantage de sécurité. » Un drôle d'air du temps...

La N-VA et la zone grise

Au pouvoir à l'échelon fédéral et en Flandre, la N-VA incarne sans aucun doute ce franc-parler réactionnaire inspiré du monde conservateur anglo-saxon, avec un réflexe nationaliste inhérent à sa quête indépendantiste. Chacun son ADN, en effet : la N-VA se veut responsable, tout en abordant de front les vrais problèmes qui préoccupent les citoyens. « La N-VA n'a rien à voir avec le FN, nous sommes un parti de centre-droit », insistait Theo Francken, secrétaire d'Etat à l'Asile, au lendemain de la victoire du FN. Tout en ajoutant : « La migration et la sécurité sont des thèmes très importants pour notre gouvernement. » Bart De Wever, lui, sonnait la charge dans le même temps : « La vague de migration incontrôlée et la menace terroriste forment un cocktail dangereux. Les leaders européens ne peuvent plus le nier. Faute de quoi ils commettront les mêmes fautes que par le passé et l'extrémisme ne fera que croître. » A son menu : retour des réfugiés vers leur pays d'origine, fermeture des frontières de Schengen et exclusion de la Grèce...

Une attitude schizophrénique ? « Theo Francken est chargé, avec Jan Jambon, ministre de l'Intérieur, de démontrer que la N-VA est un parti gestionnaire pour satisfaire leurs nouveaux électeurs centristes, explique Dave Sinardet. Dans le même temps, le président, Bart De Wever, remet constamment le cadre en question pour éviter le mécontentement des anciens électeurs du Vlaams Belang qui les ont rejoints. » Le politologue de la VUB estime, de concert avec son collègue de l'ULB Pascal Delwit, que la

N-VA ne répond pas aux critères de l'extrême droite, même si son discours se situe parfois à la lisière de l'acceptable.

C'est une constante : au sein de ce monde réactionnaire qui prend le pouvoir un peu partout, les frontières sont en mouvement. « Il est compliqué de définir avec précision qui est à l'extrême droite et qui ne l'est pas, souligne le chercheur Steven Van Houwaert. Même dans la communauté scientifique, tout le monde n'est pas d'accord sur cette

question. Le Vlaams Belang, le FN ou le FPÖ, ce sont des partis qui acceptent la démocratie en soi mais qui, en même temps, rejettent la démocratie libérale.

Ils refusent, par exemple, le droit de certaines minorités. »

Cette « zone grise » qui existe entre les partis démocratiques et l'extrême droite constitue une des clés qui explique le soutien croissant à des idées nauséabondes, plaide Jérôme Jamin. « Depuis pas mal d'années, la frontière entre les partis traditionnels qui reprennent des idées d'extrême droite et ces partis d'extrême droite qui cherchent à devenir respectables est de plus en plus floue, explique-t-il. C'est une tendance générale. Cela signifie que les labels "démocratiques" et "extrémistes" subsistent, mais sont devenus en réalité obsolètes. Cela nourrit un sentiment de ras-le-bol de la part de ceux qui se sentent exclus, politiquement. C'est d'autant plus vrai que l'on fixe artificiellement ce label d'extrémiste sur la base de certaines idées ou de petites phrases alors que, scientifiquement, il faut juger sur des actes. Si on prend le temps de l'analyse, la zone grise apparaît. » Un politologue français, Pierre-André Taguieff, taxé lui-même de « néoréac », considère pour sa part que le FN n'est plus un parti d'extrême droite. Une opinion académique

qui reste très minoritaire. Mais qui constitue un signe.

« Pour moi, l'équivalent du FN chez nous, c'est le Vlaams Belang, pas la N-VA, je suis très à l'aise par rapport à cela, souligne Denis Ducarme, chef de groupe MR à la Chambre, dont la décision de gouverner avec les nationalistes flamands a été fortement décriée du côté francophone. Il y a des spécificités belges liées au Mouvement flamand, à l'histoire de la Volksunie... On ne peut pas projeter le schéma français sur la Belgique. Par ailleurs, nous sommes dans le cadre d'une feuille de route gouvernementale extrêmement stricte, que les partenaires respectent. » Un propos diplomatique qui ne gommara pas les exaspérations notoires dans les rangs du MR ces derniers mois suite aux déclarations de Bart De Wever. A moins que ces propos outranciers ne les arrangent, aussi, pour satisfaire une frange de l'électorat plus conservatrice.

« La vraie leçon du vote français pour le MR, complète Denis Ducarme, c'est que nous devons continuer à apporter des réponses fortes et concrètes en matière de sécurité,

« Il faut garder un équilibre dans le pays, c'est-à-dire sa majorité culturelle. Nous sommes un pays judéo-chrétien, le général de Gaulle le disait, de race blanche, qui accueille des personnes étrangères. Je n'ai pas envie que la France devienne musulmane. »

Nadine Morano, eurodéputée Les Républicains, à On n'est pas couché (France 2), le 27 septembre 2015.

d'enjeux socio-économiques, sur le plan de la neutralité de l'Etat et de la défense de nos valeurs. Si nous avons pu éviter l'émergence de l'extrême droite du côté francophone, c'est aussi parce que nous avons osé aborder les questions sensibles avec nuance et humanisme. »

Le chef de file libéral parlementaire espère encore un sursaut démocratique au second tour des régionales. Le politologue Jérôme Jamin, lui, est convaincu qu'au rythme de ce flux négatif d'images, Marine Le Pen finira au second tour de la présidentielle, en 2017. « Un cycle prend fin dans la lutte contre le racisme et l'extrême droite, dit-il. A l'avenir, il faudra arriver à parler positivement de ces problèmes, comme on parvient à le faire pour la question climatique. Mettre en avant les solutions. »

Pour endiguer cette vague réac qui déferle, un nouvel imaginaire doit se mettre en place. ● O. M.

« C'est toute l'Europe centrale et orientale qui affirme sa volonté de défendre une Europe blanche et catholique, aux peuplements homogènes, garante de la paix civile face aux délires postmodernes des dirigeants franco-allemands (et suédois), Docteurs Folamour du multiculturalisme et de la déchristianisation. »

Eric Zemmour, le 30 octobre 2015, dans *Le Figaro Magazine*.

LE SENS DU TERME « RÉACTIONNAIRE »

Dans le Littré du XIX^e siècle, le terme « réactionnaire » apparaît déjà, mais comme un néologisme. Il serait né au cours de la Révolution française, pour qualifier le mouvement s'opposant aux changements engendrés par les révolutionnaires et voulant revenir à l'Ancien Régime. Depuis, le terme s'inscrit dans l'exaltation idéalisée du passé, servant de repoussoir à un présent disqualifié. Le réactionnaire est donc, par définition, opposé aux changements sociaux qui ne découlent pas des principes traditionnels auxquels il est attaché. Aussi, il perçoit le présent comme fondamentalement décadent et peu glorieux. Synonyme d'ultraconservateur, le terme qualifie, avec une connotation très péjorative, un conservatisme étroit. Dans son Manifeste du Parti communiste, Karl Marx affirme que les « classes moyennes combattent la bourgeoisie parce qu'elle est une menace pour leur existence. Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices ; bien plus, elles sont réactionnaires : elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. » Dans *L'opium des intellectuels* (1955), le philosophe français Raymond Aron note que le terme de « réaction » peut servir à forger un ennemi imaginaire pour faciliter la cohésion d'un camp politique. Ainsi, « radicaux et socialistes ne se sont réellement accordés que contre un ennemi insaisissable, la réaction ».

L'expression « néoréactionnaire » date de 2002, année où Jean-Marie Le Pen accède au second tour des présidentielles. Elle est utilisée par Daniel Lindenberg, dans *Le rappel à l'ordre* : enquête sur les nouveaux réactionnaires, pour désigner intellectuels et décideurs se retrouvant dans une apologie de l'ordre moral, de la sécurité et de l'identité. La même année, dans *Le Monde diplomatique*, Maurice Maschino en dresse une liste : Alain Finkielkraut, Eric Zemmour, Ivan Rioufol, Pascal Bruckner, Alexandre Adler, Philippe Muray, Régis Debray, Pierre-André Taguieff, Luc Ferry, Michel Houellebecq, Maurice Dantec, Marianne, Causeur... En 2007, Taguieff réplique avec *Les contre-réactionnaires - Le progressisme entre illusion et imposture* : « Si les réactionnaires n'avaient pas existé, les progressistes les auraient inventés. Lorsqu'ils n'existent plus, ils les inventent », écrit-il. Sa thèse : les véritables réacs sont ceux qui se cachent derrière le terme de « progressistes » et utilisent celui de « réactionnaires » pour disqualifier leurs opposants dans une optique de terrorisme intellectuel, voire d'inquisition. Le progressisme apparaît ainsi comme « la foi dans le progrès sans l'esprit critique ni le sens de la tolérance, avec la conviction dogmatique de posséder la vérité et d'être installé dans le Bien ». ●

Pierre Jassogne

MR : la digue et le pont

Unique parti de droite en Belgique francophone, le Mouvement réformateur voit déferler avec sérénité cette vague réactionnaire : sans concurrent sérieux, il peut facilement en canaliser l'énergie. Sans se laisser submerger.

Par **Nicolas De Decker**

Chez moi, il y a un échevin, il ne se tient plus. Chaque fois qu'il parle de réfugiés, de sécurité ou d'islam, je dois lui faire fermer sa gueule ! » La confiance, bien entendu anonyme, vient d'un bourgmestre réformateur. Elle résume brutalement cette manière d'incompréhension qui pourrait, au MR, survenir entre une certaine base, électorale et militante, aux aspirations très conservatrices, et des élites partisans que la doctrine libérale, historiquement progressiste, devrait empêcher de combler. Mais personne ne s'en inquiète trop. « Clairement, nous ne sommes pas conservateurs. Moi, je ne pourrais pas, au niveau européen, siéger avec les amis de Berlusconi ou de Viktor Orban, je me revendique fièrement du groupe libéral », ironise Olivier Chastel, qui ne manque jamais une occasion de rappeler que le CDH, lui, partage avec cette droite dure les bancs du PPE à Strasbourg et à Bruxelles.

Le Carolorégien, plutôt à la gauche de son parti, ne peut être suspecté de sympathie envers ces nouvelles droites, et de « ce rejet de l'autre, et en particulier des étrangers, que je ressens de plus en plus, mais pas spécialement chez nos électeurs » : il a impitoyablement exclu de sa formation ses membres qui avaient, sur des réseaux sociaux, exprimé des opinions tendancieuses, il a qualifié de « délire » la volonté de Bart De Wever de revoir la Convention de Genève, et il a solidement serré la bride sur les tempes d'Alain Destexhe.

N'empêche. Il existe une forme de porosité entre le parti qui exerce, depuis le recentrage du CDH, un monopole de fait sur la droite francophone et ce discours réactionnaire qui fait, en Europe, partout florès.

De la gauche laïque à la droite catholique

Elle s'exprime par la sociologie, d'abord. « Il y a un malentendu, c'est vrai. Une partie de nos sympathisants sont plus à droite que nous, et votent pour nous parce que nous sommes les seuls à droite en Belgique francophone », pose ainsi le Montois Georges-Louis Bouchez. L'histoire poli-

tique a en effet ancré les formations libérales belges à droite plutôt qu'au centre comme partout ailleurs en Europe. Dès les années 1950, les présidents Roger Motz et Omer Vanaudenhove font du vieux Parti libéral, issu de la gauche bourgeoise et anticléricale, une formation moderne en l'ouvrant à la droite catholique. Les résultats électoraux suivent, mais transforment le parti. Le combat laïque est délaissé, la défense de l'enseignement public aussi. Aujourd'hui, le Mouvement réformateur est le parti favori des catholiques, et les mandataires libéraux disposent, sur les questions éthiques, de la liberté de vote. Ils s'y divisent

à chaque fois, entre libres-penseurs et défenseurs de la famille traditionnelle. En 2009, son électorat était moins favorable à l'avortement que celui de la N-VA. Et ses électeurs s'autopositionnaient même davantage à droite, sur une échelle de 1 à 10 que ceux du parti de Bart De Wever : ceux du MR se situaient en moyenne à 6,1, contre 5,6 pour ceux de

la N-VA, relevaient alors les politologues Kris Deschouwer, Pascal Delwit, Marc Hooghe et Stefaan Walgrave dans *La Voix du peuple*. Si l'écart se resserre pour le scrutin de 2014 (6,6 pour le MR contre 6,4 pour la N-VA, 7 pour le PP et 7,2 pour le Vlaams Belang, selon des calculs effectués par *Le Vif/L'Express* à partir des données de l'enquête PartiRep menée par la VUB, l'ULB, la KUL, l'UCL et l'université d'Anvers), témoignant de la droitisation des sympathisants nationalistes flamands, l'électorat MR se considère toujours plus à droite que celui de son allié dans la coalition suédoise. Les électeurs réformateurs partageaient, en 2014, un autre tropisme avec ceux de la N-VA : l'insatisfaction envers le fonctionnement de la démocratie et la méfiance envers les institutions. Une attitude que l'on retrouve également chez les électeurs les plus extrêmes, de gauche comme de droite, alors qu'elle est absente de l'électorat de tous les autres partis traditionnels. « Nous sommes réformateurs, donc nous voulons changer la façon dont fonctionnent les institutions. Par ailleurs, nous sommes beaucoup moins liés à un pilier que ne le sont le CDH et le PS. En outre, parmi nos sympathisants, mais pas seulement, une forme de lassitude a pu se manifester à l'égard de gouvernements colonisés en permanence par le PS », tempère le député wallon François Bellot.

« Le FN est viscéralement antilibéral »

Cette perméabilité est personnelle, ensuite. Car le virage

historique – en science politique, on dit « réaligement » – des libéraux belges leur a certes gagné un vaste électorat, mais il leur a également attiré une série d'exaltés que n'aurait jamais séduit la vieille « gauche libérale ». De Charles Petitjean, bourgmestre PRL devenu parlementaire FN à Laurent Louis, attaché MR devenu parlementaire PP, en passant par Roger Nols, bourgmestre FDF, puis PRL, devenu membre fondateur du Front nouveau de Belgique, le libéralisme francophone a vu passer des personnalités aventureuses que l'on aurait précédemment plus volontiers vues militer dans l'ancien Parti catholique, comme le fit Léon Degrelle, voire dans l'aile fort conservatrice du défunt PSC, l'encore plus oublié Centre politique des indépendants et des cadres (Cepic), comme le fit le baron de Bonvoisin.

Aujourd'hui, c'est au MR, et pas ailleurs, que milite un Alain Destexhe, sans doute le parlementaire francophone le plus enthousiasmé par la « droite décomplexée » que réclame Mischaël Modrikamen au moins autant qu'un Jean-François Copé, que Destexhe invita naguère fièrement à Bruxelles. Le Parti Populaire a accueilli une petite série de déçus du Mouvement réformateur... ou de gens qui avaient déçu ledit Mouvement : « A Walcourt, dans la fédération ●●●

••• que je préside, nous avons refusé une place sur la liste communale à un échevin coupable de dérapages répétés. Du coup, il est parti au PP », se rappelle encore François Bellot.

Ces connexions, enfin, sont idéologiques. En Belgique francophone, c'est le MR qui met à l'agenda les thématiques réputées chères à la droite dure, de l'intégration à la sécurité, et les conséquentes dénonciations du laxisme, de l'angélisme et de l'opportunisme putatifs de la gauche. « A cette différence près, qui est fondamentale », précise Corentin de Salle, directeur scientifique du centre Jean Gol, « que nous, libéraux, gardons toujours une ligne universaliste : il y a un socle commun de valeurs qui s'imposent à tous, certes, mais au-delà de ce cadre commun, chacun est entièrement libre de ses choix. Le Front national, lui, est d'un antilibéralisme viscéral, puisqu'il hait à la fois notre libéralisme moral et philosophique et notre libéralisme économique ». « Le respect de l'autorité de l'Etat et des valeurs, ça vaut pour tout le monde, pas seulement pour ceux qui pratiquent un certain culte, pas seulement pour ceux qui viennent d'arriver, mais aussi pour ceux qui sont belges depuis vingt-cinq générations », renchérit, dans ce registre universaliste, Jean-Luc Crucke.

Au « rejet de l'autre » dont feraient montre les droites radicales, Olivier Chastel oppose la « fermeté des engagements et la prise de responsabilités » de son parti : « une politique migratoire humaine mais rigoureuse, et une attention toujours particulière sur ce qui touche à la sécurité ». « Denis Ducarme et Daniel Bacquelaine planchent sur ces questions d'intégration et d'inter-

culturalité. La première chose qu'ils ont faite, c'est de recevoir et d'écouter les représentants des communautés », fait-il observer.

Bart De Wever ne délire pas toujours

Reste que les très illibérales sorties polémiques de Bart De Wever, sur les réfugiés notamment, ont « un succès fou chez certains de nos sympathisants, c'est vrai », concède Benoît Piedboeuf, député fédéral. Vient alors la question de la réception de ces manifestations. Entre ceux qui se verraient bien jeter des ponts vers cet électoralat, et ceux qui aimeraient se protéger d'une digue contre cette marée réac se pose un dilemme tactique. Faire rempart en excluant ? « Les racistes, les homophobes, les intolérants n'ont pas leur place au MR. Ça a toujours été très clair », lance François Bellot. En les ignorant ? « Moi, les types qui, dimanche soir ou lundi matin, en conseil de parti, disaient "comment en est-on arrivé là ?", ça me rend fou. Ils n'ont plus fait de campagne électorale depuis combien de temps ? », s'insurge Georges-Louis Bouchez. Tendre l'oreille, donc, plutôt. « Il faut écouter ceux qui nous parlent, mais pas pour s'abandonner à dire qu'on pense comme eux », précise Olivier Chastel, « car ce rejet de l'autre est la conséquence d'une démission du politique. »

A cet égard, celle, de politique, du gouvernement fédéral, est censée répondre à certaines attentes sans s'abandonner à certaines dérives. « Bart De Wever ne délire pas quand il dit qu'il faut renforcer les contrôles aux frontières », explique

le président réformateur. « Et la politique d'intégration que nous prônons empêche le repli sur soi et la méconnaissance de l'autre. » « Il y a un juste milieu entre les niaiseries de la gauche et le conservatisme de la droite extrême. Chanter *La Brabançonne* à l'école, par exemple, c'est pas ringard », ajoute Georges-Louis Bouchez, là où François Bellot insiste plus volontiers sur la proximité et le maillage associatif.

Ce maillage renvoie à une discipline, la sociologie, qui peut renfor-

cer la tranquillité des dirigeants réformateurs. Les plus récentes enquêtes montrent une forte adéquation entre le programme du parti et les aspirations de ses électeurs : le politologue anversois Christophe Lesschaeve a calculé, sur la base de l'enquête PartiRep, que cette congruence idéologique était de 66 % aux élections du 25 mai 2014, loin devant tous les autres partis belges. Le parti le moins congruent, soit celui dont les électeurs partageaient le moins les positions, soit celui qui devrait le plus s'inquiéter, était alors le PS. Celui

dont l'électorat dispose du moins de capital économique, c'est aussi le PS. Et celui dont l'électorat est le moins diplômé, c'est encore le PS. Tout juste comme celui du FN dans le nord de la France. « Les remarques racistes les plus scandaleuses, je les entends dans les logements sociaux et chez les toutes petites gens », déplore et s'indigne François Bellot. Pourtant, le MR n'est pas vraiment le parti des petites gens. C'est, du coup, rassurant pour sa dignité. Un peu moins pour celle de certains de ses concurrents. • N. D. D.

« La seule personne interrogée par la RTBF dans le cadre de la Fête nationale est une femme voilée, qui dit du bien de la Belgique. C'est un peu comme si lors de la Fête nationale congolaise, on interviewait un blanc et un seul. Mais au Congo, ce ne serait pas le cas »

Alain Destexhe, sénateur MR, sur sa page Facebook, le 21 juillet 2015.

« Les réfugiés qui disposent d'une maison dans leur pays d'origine n'ont pas le droit d'accéder à un logement social en Flandre »

Liesbeth Homans, ministre flamande N-VA de l'Intégration, le 4 septembre 2015, au *Morgen*.

« Je ne veux pas qu'une personne portant un tee-shirt arc-en-ciel soit assise à un guichet. Parce qu'un homosexuel indique clairement, par cette symbolique, à quelle obédience il appartient »

Bart De Wever, bourgmestre N-VA d'Anvers, le 3 février 2013.

« Des chômeurs avec des indemnités qui durent, c'est une source de revenus stables pour les syndicats. Et toute entreprise ou organisation n'est-elle pas à la recherche d'un flux de revenus sûr ? »

Siegfried Bracke, N-VA, le 20 mai 2014, sur son site.

PASCAL DURANT ET SARAH SINDACO

« La parole subversive n'est plus à gauche »

Dans un ouvrage aussi dépassionné que passionnant, Pascal Durand et Sarah Sindaco, universitaires liégeois, tentent de décrypter cliniquement le discours des Finkelkraut, Zemmour, Houellebecq... Un sujet éminemment polémique.

Entretien : **Pierre Jassogne**

Le Vif/L'Express : En lisant votre livre (1), on se rend compte à quel point l'appréhension du phénomène néoréactionnaire est complexe, tant il tient à la diversité et à la singularité des personnalités... Comment aborder de si grands écarts dans une telle nébuleuse ?

↳ **Pascal Durand** : Nous avons choisi d'aborder les représentants de cette nébuleuse comme autant de représentants d'un discours, avec ses lieux communs, et d'une posture très globale, qui relève l'un et l'autre de la parole pamphlétaire. Tous se présentent en porteurs d'une vérité qui aveuglerait si elle n'était masquée par les illusions et falsifications sédatives de ce qu'ils appellent – avec un même taux de redondance et de clichés que le discours conformiste qu'ils pourfendent – le « politiquement correct » ou la « police de la pensée ».

Ces « esprits libres » ne cessent de critiquer l'égalitarisme, le « droit-de-l'hommeisme » ou le métissage... Mais brisent-ils au fond des tabous, en récupérant ces sujets ?

↳ **Sarah Sindaco** : Le coup de force de ces personnalités a été d'imposer le sentiment que la parole subversive n'est plus à gauche. Elles ont en effet imposé l'idée qu'elles sont désormais les seules en France à « ruer dans les brancards », alors que leur discours n'a rien de révolutionnaire. C'est ce que nous avons appelé la « transgression conservatrice ». Par ailleurs, en France, depuis la fin de la présidence de Jacques Chirac, on a vu dans le

discours de la droite politique le retour de thèmes auxquels le gaullisme et son héritage avaient jusque-là fait barrage en les dotant d'un contenu positif, synonyme d'ouverture : « une certaine idée de la France » qui n'était pas obsession de l'identité nationale, une souveraineté qui ne signifiait pas un repli sur soi, une vision universaliste et forte de la République qui lui permettait d'être généreuse plutôt que crispée sur la défense de ses valeurs prétendument menacées...

Chez les néoréactionnaires, la cible, c'est la gauche...

↳ **S. Si.** : La gauche et principalement la gauche de gouvernement – dont les positions seraient en outre relayées par les médias « officiels » et constitueraient le discours dominant. Pour ceux qui ne font pas mystère de leur appartenance à la droite, c'est Mai 68 et ses conséquences socioculturelles qui cristallisent les critiques ; quant aux acteurs issus de la gauche, et dont certains continuent de se revendiquer de

gauche – d'une gauche « authentique », « des origines » – ce sont les années miterrandiennes, en particulier le tournant de la rigueur comme conversion à la realpolitik libérale, qui incarnent le moment de la rupture. Ces choix alimentent la rancœur des déçus de la gauche et permettent à la droite de durcir son discours.

D'autant que ces néoréactionnaires arrivent à mettre à l'agenda médiatique leurs sujets de prédilection, comme la défense de l'identité, le refus de la montée en puissance de l'Islam, l'obsession de l'école...

↳ **P. Du.** : Les thèmes obsédants qu'ils

mobilisent, sur fond de pathos décliniste et de désenchantement démocratique, tendent la plupart du temps à exercer un effet de « censure invisible » sur les sujets qui devraient être effectivement débattus avec un peu plus de sérieux et de vraie pugnacité. S'il s'agissait véritablement de monter à l'assaut de l'idéologie dominante, mieux vaudrait se saisir de la question des inégalités, de la crise économique, du chômage. Au fond, leur discours n'est guère qu'une sophistication de propos de café du commerce, une esthétisation de la rubrique des faits divers. La transgression dont ils font parade reste, par-là, assez inoffensive et l'on peut penser qu'elle contribue à conforter, autrement, le conservatisme de droite sous ses différentes formes ou les reniements politiques de la gauche de gouvernement.

Houellebecq, Finkelkraut, Bruckner, ce sont aussi autant de figures qui relèvent d'une grande ambiguïté. Tous d'ailleurs refuseront aimablement (ou pas) l'étiquette néoréactionnaire...

↳ **S. Si.** : Tous ne refusent pas cette étiquette ; au contraire, certains – parmi ceux dont l'appartenance à la droite est depuis longtemps franchement assumée – la revendiquent. Sinon, l'ambiguïté fait partie intégrante du discours « néoréactionnaire ». Elle est liée au clivage gauche-droite : la plupart de ces personnalités refusent de se situer par rapport à une opposition qu'elles jugent totalement dépassée, refus qui se traduit par un rejet net des partis. Cette ambiguïté est plus soulignée du côté des « hommes de lettres » car les horizons idéologiques et les traditions littéraires dans lesquels ils

s'inscrivent sont pluriels et représentés par de grandes figures du retournement idéologique : la tradition antimoderne, la lignée des grands réfractaires, les « non-conformistes » des années 1930, la génération des « Hussards ».

La diversité des profils néoréactionnaires ne fait que s'agrandir, tant le show médiatique offre à ce phénomène de nouvelles figures, pensons à Michel Onfray. Comment expliquez-vous cette « tentacularisation » du discours néoréactionnaire dans le débat public ?

↳ **P. Du.** : Bons clients des talk-shows ou chroniqueurs attitrés faisant office de *snipers*, les « nouveaux réactionnaires » évoluent comme des poissons dans l'eau d'un bain télévisuel mêlant divertissement et information et qui, pris en relais par les réseaux sociaux et sites de partage de vidéos en ligne, marche de plus en plus à la provocation, au « clash », à la surenchère. Dans le système de « fausse alerte permanente » que Nietzsche voyait déjà en germe dans la presse de son temps, l'important n'est pas de frapper juste mais de frapper fort.

Vous situez également ce phénomène dans un cadre essentiellement franco-français. Comment expliquez-vous

qu'en Belgique francophone, il n'y ait pas un réel courant néoréactionnaire ?

↳ **S. Si.** : D'abord, la Belgique n'est en rien une « nation littéraire » comme on a pu qualifier la France. Cela signifie que la place de la littérature, le rôle spécifique dévolu à l'intellectuel ou la tradition du débat n'ont pas d'équivalents chez nous. Si l'on peut rencontrer quelques intellectuels belges ayant des accointances avec la nébuleuse « néoréactionnaire », c'est sur la scène médiatique française qu'ils se font entendre. Ils ne reçoivent pas de véritable écho dans nos médias.

↳ **P. Du.** : C'est sans doute, pour une part, que la concentration des appareils médiatiques et éditoriaux est moins grande en Wallonie et à Bruxelles et que notre rapport au discours, à l'éloquence, à la joute verbale, plus embarrassé qu'à Paris, porte à une plus grande modération dans l'ordre des passions intellectuelles. Ajoutons que dans un Etat qui se disloque, mais sans grande base nationale, on n'est guère porté à la rumination du « déclin » et au pathos catastrophiste dont se nourrissent si volontiers, en France, tant de représentants dudit courant « néoréactionnaire ». •

(1) **Le discours « néoréactionnaire ». Transgressions conservatrices, sous la direction de Pascal Durand et Sarah Sindaco**, CNRS Editions, 361 p.